



Déclaration liminaire CSA du 09/12/2025

A nouveau, nous portons devant vous le constat que notre administration traverse une crise majeure mais celle-ci atteint désormais une violence inouïe quand le propre instigateur de la crise n'est autre que notre ministre, celui qui est censé garantir l'exercice de la justice dans les conditions les plus favorables.

Un ministre et des affidés à la DAP et en DI qui sapent systématiquement les missions du service pénitentiaire de la justice et les moyens à la disposition des services.

Un ministre qui sature les ondes du matin au soir avec des mises en cause de ses propres personnels d'insertion et de probation affichant un mépris inédit par ses propos outranciers ; un ministre qui piétine le droit en excluant des catégories d'usagers de l'application des peines avant de faire changer la loi ; un ministre qui limoge un directeur sur l'autel médiatique sans respecter les procédures disciplinaires car il n'a commis aucune faute dans l'exercice de ces fonctions ; un ministre qui écrit à ses agents un courrier truffé de références à l'extrême droite (en même temps il a toujours eu ce léger penchant).

Il humilie verbalement, il ne respecte pas les lois, il cogne, puis il écrit un courrier sensé nous cajoler mais dont le fond est rance. Impossible de ne pas penser aux méthodes de certains de nos usagers...

Aucun à la DAP ou en DI pour lui dire qu'il nous amène dans le mur à grande vitesse ?

La perte de confiance est déjà dépassée, la rupture est proche.

Ce ministre nous annonce un grand projet de loi qu'il a baptisé S.U.R.E., fidèle à la terminologie sécuritaire encore une fois.

Nous allons vous dire ce que nous voyons dans cet acronyme, parce qu'à force de subir ses oukases et diktats, nous comprenons qu'il y a un sous-texte...

- S comme Sabotage du service pénitentiaire :

Le ministre veut jouer la carte de la division, montant l'administration pénitentiaire contre les magistrats, refuse l'application des décisions de justice rendues en faisant annuler les permissions par manque de personnels pour accompagner, y compris sur des permissions que l'administration aura préalablement présentée comme accompagnées, imposant que l'administration applique des critères extra-légaux à l'octroi de permissions de sortir (reliquat de peine, stigmatisation des étrangers...). La DI de Marseille est à la pointe sur ces critères extra-légaux...

Ce même ministre ne parle jamais dans les médias de la surpopulation pénale quand celle-ci atteint des records toujours plus invraisemblable. En octobre 2025, la France a enregistré une surpopulation carcérale significative, avec 84 862 détenus pour seulement 62 501 places disponibles, entraînant une densité carcérale de 135,8 %, 6000 matelas au sol. ..Là, ça ne lui pose aucun problème d'en rajouter puisque son projet de loi ultra-sécuritaire a pour visée de ramener

toutes les peines à exécution sans aménagement y compris les très courtes peines...

Et il ose dire qu'il va « siffler la fin de la récré dans la pénitenciaire » ? Il croit qu'on s'amuse dans de telles conditions ?

Remettre en place les QHS, abandonnés il y a 45 ans, ne résoudra rien sur ces plans-là et va détourner tous les moyens soi-disant supplémentaires.

Sa stratégie médiatique est de focaliser sur les activités culturelles proposées dans les établissements ou par le biais des permissions en les présentant comme « ludiques et provocantes ».

C'est le principe de l'accès à la culture en détention qui lui pose un problème. Là aussi, on voit clairement un discours démagogique aux relents fascisants.

A ce sujet, on se rappellera la morgue du DAP, venu en déplacement au service d'Avignon en 2023, qui lorsqu'il avait été interrogé sur les premières annulations d'activité dans les établissements avait fini par lâcher un commentaire qui prend sens maintenant : « si dans les SPIP, le seul problème que nous avons ce sont les activités, alors ça ne va pas si mal ». Il savait très bien qu'il mettait le doigt dans l'engrenage. Dans la droite ligne de son chef...

Refusant la culture, il n'envisage que le travail pénitenciaire et le scolaire en détention. Il oublie que les problématiques de délinquance ne se limitent pas à l'accès à l'emploi ou la qualification. Rien pour faire évoluer les personnes dans la gestion des émotions, l'ouverture au monde, se décentrer, travailler le lien social...

Ce ministre et ce DAP ne s'intéressent pas plus à l'embolie des services de milieu ouvert.

Formidable annonce que ces 100 postes à venir en 2028...1200 postes vacants en SPIP, 100 créations. Les dernières promo considérées comme faméliques étaient de 80 CPIP.

Merci pour le renfort...

U comme ulcérant

La gestion de son administration par le seul moyen médiatique sans concertation avait de quoi déjà provoquer l'ire des personnels.

Hop, il annonce dans une conférence médiatique qu'il choisit un site pour accueillir un QLCO qu'il faut tout de suite trouver des moyens, déloger des services, revoir toute l'organisation des bâtiments mais il ne s'en trouve pas un qui ne lui souffle que c'est une gabegie.

Pas plus quand il invite tous les directeurs à « un cocktail déjeunatoire dans un lieu tenu secret à Paris »...là, c'était pourtant clairement « ludique et provocant » par les temps de disette budgétaire que traversent nos services. Il prévoyait des petits fours, il a failli se prendre un vrai four. Alors il a quand même dû changer la formule pour s'assurer qu'il y aurait du monde sur la photo pour son plan com'...les voilà tous convoqués.

C'est une politique par le seul fait du prince, court-termiste...

R comme répugnant :

Les mots de l'extrême-droite dans le courrier du ministre ne sont pas un hasard de communication.

Le traitement particulier qu'il a proposé à l'ancien président et la petite visite qu'il lui a rendue pendant sa courte détention à la Santé, non plus.

Le limogeage d'un directeur pour l'exemple, c'est toujours la même logique. Il impose un management par la terreur pour s'assurer que ses agents suivront sa ligne toujours plus rigide.

Fort avec les faibles (ceux qu'il a sous ses ordres), et faible avec les forts...Quelle leçon de courage politique !

E comme enfumage

Il était pourtant annoncé que pour obtenir le maintien à un poste ministériel entre les gouvernements Lecornu 1 et 2 les impétrants devaient renoncer à toute ambition présidentielle. Quand on voit comment le ministre manipule son administration et sature les médias par sa démagogie crasse, il n'y a pas d'ambiguïté. Quelle tartufferie !

Ainsi, dans cette veine purement démagogique, le ministre en appelle régulièrement à prendre en compte l'intérêt des victimes. Il l'a mis en avant pour interpeller l'opinion publique sur l'arrêt des permission. Mais dans le fond, il ne s'y intéresse pas et il ne va rien proposer pour elles dans son projet de loi. Quelle indignité !

Il parle de l'insertion mais uniquement en fin de son courrier -ça situe la place qu'il donne à cette mission- et n'annonce rien de concret. La mise en place des EGIP ne ressemble qu'à une vaste opération de com' pour dire qu'il s'en occupe mais le projet nous sera donné clé en mains.

La presse sait-elle que ce même ministre qui joue les gros bras quant à l'exécution des peines de toutes les peines de prison et la fin des aménagements de peine organise des visio-conférences régulières pour pousser toutes les formes d'aménagement de peine dans les établissements et les SPIP ? Quelle hypocrisie !

On va à l'explosion des services mais il ne s'arrête pas.

Le DAP et les DI bien gentiment essaient d'anticiper ses desiderata. Personne, là non plus, pour essayer d'appuyer sur le frein.

Le Gardes des sceaux promet de faire marcher l'administration pénitentiaire sur ses 2 jambes mais nous n'y croyons pas puisqu'il arrive déjà à la faire marcher sur la tête !

Aussi nous appelons les agents du SPIP, ici et partout , à participer à un mouvement d'ampleur nationale pour se faire entendre par tous les moyens.